

responsabilités se chevauchent et à améliorer la cohérence de leurs travaux. Le Canada a fait pression pour que ces institutions participent pleinement aux préparatifs.

La déclaration préparée à l'intention des dirigeants est connue sous le nom de « consensus de Monterrey ». Une fois adopté, celui-ci sera le premier document exhaustif et multilatéral portant sur les facteurs nationaux et internationaux qui influent sur le financement en faveur du développement. La déclaration énoncera quelles mesures pourront prendre les pays en développement pour créer des conditions propres à financer leur développement, tout en exposant à grands traits les mesures que la communauté internationale pourra soutenir.

Le Canada et le financement du développement

Le Canada a toujours soutenu fermement le développement, et cela de plusieurs façons : aide publique au développement, allègement de la dette, assistance technique dans le domaine du commerce, renforcement des capacités des pays concernés pour tirer avantage de la libéralisation du commerce.

Aide publique au développement

En 2000-2001, le Canada a consacré 2,59 milliards de dollars à l'aide publique au développement (APD). Depuis 1999, le gouvernement canadien a augmenté son budget d'aide internationale de 2,4 milliards de dollars. Dans le cadre du Plan d'action du G8, un montant de 500 millions tiré de cette somme ira à l'appui du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, tel que proposé par des dirigeants africains désireux d'assurer le renouvellement de leur continent. Le Plan d'action est en cours d'élaboration en vue du Sommet du G8 à Kananaskis (Alberta) en juin 2002.

Le gouvernement canadien vise également à faire en sorte que ses dépenses en faveur de l'aide au développement soient surtout ciblées sur le développement social. L'Agence canadienne de développement international a récemment revu ses priorités en la matière et redistribuera 2,8 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années selon quatre priorités essentielles : la santé, l'éducation, la protection des enfants et le VIH/sida. En conséquence, le budget quinquennal destiné à la santé a doublé, passant de 152 millions à 305 millions de dollars. Dans les trois autres secteurs, les budgets ont quadruplé, passant de 41 millions à 164 millions (éducation), de 9 millions à 36 millions (protection des enfants), et de 20 millions à 80 millions (VIH/sida).